

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Au-Venezuela-la-droite-fasciste-d-Heure-Zero-ont-ils-la-force-suffisante>

Au Venezuela la droite fasciste d' « Heure Zéro » : ont-ils la force suffisante ?

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 27 juillet 2017

Description :

Venezuela, Assemblée constituante, comités populaires d'approvisionnement, déstabilisation et violences de la droite, Etats-Unis, CIA, Union Européenne, Guerre économique, Médias et mensonges, désinformation, propagande, .

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ils sentent la fin. Donald Trump a menacé publiquement le Venezuela de sanctions économiques si le Gouvernement maintenait l'élection de l'*Assemblée Nationale Constituyente* (ANC) au suffrage universel [et validée par referendum], le 30 juillet prochain (l'Union Européenne lui a emboîté le pas en demandant la suspension du processus démocratique). Le secrétaire de l'*Organisation des États Américains* Luis Almagro s'est rendu en personne au Sénat des États-Unis pour parler de la crise au Venezuela. Il y a avancé, sans aucune preuve puisque les urnes ont été brûlées par les militants de droite après le décompte des voix, le chiffre de de 7.676.894 votants au plébiscite organisé par l'opposition. Les médias internationaux enflent, diffusent, légitiment ce « résultat » invérifiable dans chacune de leurs émissions. Tous pensent que « l'heure est venue ».



Représentants de l'opposition « pacifique » de la droite fasciste

Ils l'appellent leur « *heure zéro* ». Une tactique en cinq lignes. En politique, installer un Gouvernement parallèle et faire prêter serment à des magistrats parallèles pour le Tribunal suprême de Justice. La MUD (plate-forme des partis de droite) a annoncé qu'ils éliraient le président du « gouvernement d'unité » grâce à des primaires. Ils ont déjà présenté les divers points du programme du nouveau Gouvernement.

Dans la violence, il s'agit de la combinaison de formes déjà éprouvées avec de nouvelles. Celles déjà éprouvées : brûler vives des personnes - près d'une vingtaine, déjà - couper complètement l'accès aux zones où règne l'opposition (quartiers riches), faire des incursions dans les zones populaires avec des groupes de choc, harceler des institutions publiques, des hôpitaux, des chaînes de télévision - comme VTV - attaquer avec des armes à feu, des mortiers ou des cocktails Molotov les forces de sécurité de l'État et les casernes, menacer et assassiner des chavistes, attaquer les systèmes de distribution des aliments. Quant aux nouvelles formes, en tout cas celles visibles publiquement : il s'agit de mener des attaques à l'arme lourde avec des fusils R15 en plein jour et à divers endroits. On voit, on prévoit, une augmentation des attaques de type militaire. Des foyers de violence se multiplient dans le pays : Valencia, Barquisimeto, San Cristóbal, Caracas, Miranda, Mérida.

Au niveau international, les États-Unis ont pris publiquement la responsabilité de l'offensive. [Leurs Gouvernements alliés et subordonnés amplifient et soutiennent leur position](#). Le message est clair : ils vont avancer avec de nouvelles sanctions économiques. Une hypothèse est qu'ils refusent officiellement de reconnaître le Gouvernement une fois l'Assemblée Nationale Constituyente installée et reconnaissent le Gouvernement parallèle de la droite. Comment se concrétiserait ce soutien ? Éventuellement dans le domaine économique, militaire et diplomatique.



En invisibilisant depuis longtemps la population chaviste et ses mobilisations, les médias internationaux pratiquent une forme d'autosuggestion.

Dans le domaine de la communication, ils y vont à fond. Non seulement, le schéma légitime toute la violence, la présente comme juste, épique et nécessaire mais on nie directement l'existence de la population chaviste. Nous en avons eu une démonstration claire lorsque l'essai électoral mis en place par le [Centre National Électoral](#) en vue des élections du 30 juillet n'a pas existé pour les médias internationaux. Seul a eu lieu le plébiscite illégal, [organisé hors de tout contrôle](#) et évidemment manipulé par les partis de droite.

Dans le domaine économique, l'objectif est d'augmenter le niveau d'asphyxie. Le communiqué de Donald Trump l'indiqua clairement, tout comme les tentatives de bloquer les lignes d'importation de nourriture destinées aux *Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production* (CLAP) mis en place par le gouvernement bolivarien pour pallier la pénurie alimentaire organisée par le secteur privé (80 % de l'économie).

Le pression économique internationale et la participation de la *Fédération des Chambres et des Associations de Commerce et de Production du Venezuela* - la grande bourgeoisie, à quoi s'ajoutent les actions violentes - [incendie de dépôts alimentaires et de camions](#) - sont les trois principaux ressorts du siège économique destiné à frapper et à exaspérer les secteurs les plus humbles.

Ne pas laisser de possibilité de s'en sortir. C'est la stratégie pour arriver au point de rupture.

Mais ce calcul ne produit toujours pas le résultat attendu. Certains chavistes ont rejoint leurs rangs comme le diplomate Isaías Medina, jeudi. Ils renforcent la liste pas si longue de ceux qui ont retourné leur veste : les principaux sont Luisa Ortega Díaz, qui a pris de positions politiques très claires en faveur de la droite, et Miguel Rodríguez Torres, accusé d'être un agent infiltré par les États-Unis depuis des années. Ils ont, de plus, le soutien de secteurs policiers du Corps d'Enquête Scientifiques, Pénales et Criminelles qui travaillent à arrêter des secteurs organisés du chavisme.

Ces acteurs font maintenant partie du bloc traditionnel de la droite composé par les partis politiques de la Table de l'Unité Démocratique et en dehors d'elle, par l'Église - qui bénit les groupes de choc en pleine messe - et par la grande bourgeoisie, l'oligarchie, les forces paramilitaires déployées sur les territoires, les groupes de délinquants au service de la violence de rue, la base sociale traditionnelle de classe - qui applaudit chaque fois qu'ils brûlent vif un « chaviste » - et par la structure internationale qui va du Département d'État des États-Unis d'Amérique à *Exxon Mobil*.

La droite n'a pas réussi à obtenir, plus de 3 mois après le début du cycle d'insurrection, le soutien des Forces Armées Nationales Bolivariennes ni des secteurs populaires. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de mécontentement dans les quartiers populaires, qu'il n'y a pas là d'opposants qui veulent que le Gouvernement s'en aille, fatigués par l'absence de réponse à la situation économique qui s'aggrave, et des gens qui ont voté au plébiscite de la droite. Ce qu'il n'y a pas, c'est une mobilisation de ces secteurs à l'appel de la droite. Les grèves ne sont pas suivies par les secteurs populaires, et ce n'est qu'à coups de barrages sur les routes ou de blocage d'entreprises que la droite paralyse, avec de plus en plus de difficulté, quelques secteurs d'activité. La composition de classe des protestations reste la même et le nombre de participants n'a pas augmenté : à cause de [la violence que rejette la majorité](#), de l'élitisme de ses dirigeants, de l'absence d'un projet politique (à part en finir avec la « dictature » par tous les moyens).

C'est pour toutes ces raisons qu'ils dépendent du front international. C'est dans ce cadre qu'on doit comprendre le soutien frontal des États-Unis et le harcèlement international. Le gouvernement parallèle devra en effet être légitimé depuis l'étranger puisque sur le plan national, celui-ci aura pas de force suffisante pour avoir une action réelle : que feront les nouveaux magistrats du Tribunal Suprême de Justice nommés par l'Assemblée Nationale, déjà déclarés illégaux par le Tribunal Suprême de Justice et dont le premier vient de faire défection dénonçant [la manipulation de son élection](#) par la majorité de droite à l'Assemblée Nationale ? A l'heure actuelle, ils ne pourraient arriver à renverser le gouvernement qu'à travers une intervention directe, camouflée ou plus visible.

De la même manière que le Gouvernement a perdu une partie de sa base de soutien dans les secteurs populaires - en particulier à cause de la situation économique - il est certain que sa force y est encore très importante. Cela a été évident dimanche dernier, dans l'essai électoral occulté par les médias internationaux : certains secteurs du chavisme ont été surpris par le nombre de votants qui s'y sont rendus. [Les photos](#) et les vidéos sont là pour ceux qui en doutent. La droite, pour sa part, l'a nié bien qu'elle en a pris note : le chavisme est debout, conscient d'être dans un moment et dans un lieu historique, de la nécessité de résoudre le conflit par les voies démocratiques et participatives.

Il ne s'agit pas de faire du triomphalisme ni de penser que ce qui s'est passé ce jour-là est inébranlable.

L'objectif immédiat pour le chavisme est d'arriver au 30 juillet, de légitimer l'Assemblée Nationale Constituante avec un fort pourcentage de participation - le contraire aggraverait les choses - d'éviter que débutent des destructions massives dans les villes, des attaques militaires des opposants, que la société tombe dans l'affrontement que recherche une partie de la droite. Il s'agit d'une situation complexe dans lequel sont nécessaires l'intelligence, l'unité et l'organisation du chavisme.

La droite sent la fin, les chiffres ne suivent pas. Le conflit, par ses variables, semble de nature prolongée. La Révolution n'affronte pas des dirigeants vénézuéliens, elle affronte l'empire de États-Unis d'Amérique.

Marco Teruggi

Source originale : [Hora cero en Venezuela tiene la fuerza suficiente](#)

Traduction de l'espagnol pour [Bolivar Infos](#) de : Françoise López

[Venezuela infos](#). Caracas, Venezuela, le 27 juillet 2017.